

le québec ETUDIANT

Vol. 9 N° 9

Avril 1986



Journal de l'association nationale
des étudiants et étudiantes
du Québec

NUMÉRO
SPÉCIAL

Nos études sont menacées

Le gouvernement libéral vient de porter un dur coup aux étudiants-es et à la population en général en annonçant des coupures de 85 millions \$ dans le budget de l'éducation.

Le président du Conseil du trésor, Paul Gobeil, présentait le 25 mars dernier une effrayante liste de coupures :

- 24 millions \$ dans les prêts et bourses;
- 15 millions \$ dans les universités;
- 6 millions \$ dans les cégeps;
- 9 millions \$ dans l'éducation aux adultes;
- 18 millions \$ au primaire-secondaire.

Il va sans dire que ces réductions drastiques de budget auront des conséquences importantes au niveau de la qualité et de l'accessibilité à l'éducation et que les conditions de vie et d'études des étudiants-es en souffriront.

Les prêts et bourses

Alors que le Parti Libéral s'était engagé à injecter 28 millions \$ de plus dans le régime d'aide financière, il vient de réduire du dixième son budget. La coupure de 24 millions \$ se traduira de la façon suivante.

Une partie de la bourse sera transformée en prêt. C'est-à-dire que le prêt maximum sera haussé de 270\$ pour les étudiants-es ayant droit à une bourse. Ceux et celles n'y ayant pas droit ne verront pas le montant de l'aide augmenter.

Il y a deux ans, le gouvernement avait déjà appliqué en catimini une telle politique. C'était alors un montant de 130\$ qui avait été transféré de la bourse au prêt. Cela représentait 9 millions \$ de moins en bourses.

Notre endettement c'est donc accru de 400\$ par année d'étude. Les autorités y vont donc par «petites» étapes, mais une fois cumulées ces politiques ont de lourdes conséquences. 130\$, 270\$... quelle sera la prochaine étape si les étudiants-es n'agissent pas dès maintenant?

Le ministre de l'Éducation, Claude Ryan, a tenté en chambre de justifier cette politique d'endettement en établissant encore une fois des comparaisons boiteuses avec les autres provinces canadiennes où l'aide financière aux étudiants-es se répartirait en moyenne à 50% sous forme de prêt contre 30% au Québec. Lorsqu'il est question de

légitimer des reculs au chapitre de l'accessibilité à l'éducation, il est toujours facile d'invoquer des comparaisons avec des régimes d'aide financières encore moins adéquats que celui du Québec.

Les nouveaux prêts maximaux entraîneront une dette d'environ 5000\$ pour trois années d'études collégiales, plus de 6000\$ pour un baccalauréat et plus de 8000\$ pour une maîtrise. Soit, près de 20,000\$ au total.

Cette politique de l'accroissement des prêts entraîne bien sûr des «économies» à court terme pour le gouvernement, mais elle entraîne un gaspillage important car ces emprunts devront être remboursés avec des intérêts très élevés.

Ainsi, le gouvernement paye aux institutions financières les intérêts sur ces prêts pour toute la durée des études à temps plein. Si au sortir de ses études le-la bénéficiaire ne trouve pas d'emploi, le gouvernement continuera à payer pendant une période maximale de dix-huit mois. Par la suite, l'ex-étudiant-e doit payer les intérêts pour toute la période de remboursement de l'emprunt. Au bout du compte, après toutes ces années, pour chaque dollar emprunté, il y en aura environ un de plus à payer en intérêt. Cette politique s'avère donc très coûteuse pour toute la société.

Non seulement l'endettement est-il une plaie économique, mais il en décourage plusieurs à poursuivre leurs études. Et cela est même reconnu par un ancien ministre de l'Éducation! En 1983, alors que le Conseil du trésor voulait couper dans les prêts et bourses, le ministre péquiste Camille Laurin déposait un mémoire au Conseil des ministres. Dans ce document confidentiel, il écrit : «*Tout ajout supplémentaire aux maxima des prêts créerait un endettement accru et les craintes d'un endettement insurmontable constituerait une barrière à l'accessibilité aux études supérieures.*»

L'application de la coupure de 24 millions \$ ne s'arrête pas là. Ainsi, le taux d'indexation annuelle de l'aide financière serait réduit à 2%. C'est donc dire que nous devrions subir un appauvrissement d'année en année. Le taux d'inflation est beaucoup plus élevé, particulièrement sur les dépenses de base (nourriture, vêtement...).



Dans les cégeps

Dans la foulée de la coupure de 6 millions \$ du budget général des cégeps, le gouvernement a décidé de réduire le financement des cours d'été. Ce qui poussera les administrations locales à imposer des frais de scolarité pour combler ce manque à gagner.

Au départ, ces frais seront probablement «peu» élevés, ainsi la tactique est toujours la même : procéder graduellement. Or, la volonté du gouvernement de généraliser les frais de scolarité et de les rendre plus élevés est bien connue. Déjà en 1983 une «hypothèse de travail» provenant du Conseil du trésor estimait à 20 millions \$ les économies réalisées en imposant des frais de scolarité de 100\$ par session à tous les étudiants-es des cégeps publics.

La réduction du budget des cégeps entraînera, de façon plus générale, une détérioration de la qualité de l'éducation. Le matériel sera encore moins renouvelé et on nous fera payer un nombre plus grand de «services» tels que les notes de cours.

Le gouvernement a également annulé des subventions déjà accordées pour l'aménagement et l'agrandissement des cégeps surpeuplés. Il est ainsi au cepg Lionel-Groulx qui ne pourra construire l'annexe pour l'option Théâtre (1,7 mil-

lions\$) dont les locaux actuels sont dangereux.

Dans les universités

La coupure de 15 millions \$ que le gouvernement compte faire dans les universités est loin d'être la goutte qui fera déborder le vase... ça fait déjà longtemps que leur situation est intenable! Le déficit des universités est prévu pour être de 80 millions \$ à la fin de l'année et ce n'est pas moins de 150 millions \$ dont elles auraient besoin pour maintenir leur niveau d'activités.

Cette coupure supplémentaire s'exprime entre autres par l'arrêt du financement de certains programmes d'étude que le gouvernement considère inutiles. Cela entraînera probablement leur fermeture. Il s'agit entre autres des programmes de perfectionnement des maîtres en français et en enseignement professionnel.

Selon la même logique qui entraîne la mise à mort de plusieurs programmes, le gouvernement maintient la politique de discrimination entre les secteurs d'études jugés «prioritaires» ou non en finançant moins les universités pour ces derniers. Le gouvernement cherche à nous entraîner vers une éducation qui ne répondra qu'aux seuls besoins de l'économie, laissant de côté toutes ces disciplines qui permettent à notre société d'évoluer.

L'ANEQ appelle à la grève nationale

L'ANEQ appelle à une grève nationale étudiante parce que le gouvernement veut couper 85 millions \$ dans l'éducation, dont 24 millions \$ dans les prêts et bourses.

Il ne fait pas de doute à l'heure actuelle, que nous sommes en face d'une attaque en règle contre le droit à l'éducation, une attaque d'une ampleur rarement vue. Il y a nécessité de réagir dès maintenant.

Laissez passer sans protester les coupures annoncées par le président du Conseil du Trésor du gouvernement, Paul Gobeil, ce serait donné «carte blanche» au gouvernement pour qu'il coupe davantage, ce serait dire au ministre des Finances, qui va déposer son budget vers la fin avril, que nous sommes d'accord avec

les choix de son gouvernement et que nous pensons qu'il faut réduire les budgets dans l'éducation. Mais au contraire, ce n'est pas du tout le cas : nous nous opposons à ce que nos conditions de vie et d'étude soient encore plus détériorées et nous le faisons savoir clairement à ce gouvernement anti-étudiant.

Notre riposte doit être claire, forte, massive. Le gouvernement doit être convaincu de notre volonté ferme de lutter pour nos droits, de lutter pour l'accessibilité et la qualité de l'éducation.

Le scénario de mobilisation proposé par l'ANEQ est assez simple. Toutefois, en plus d'avoir des actions à court terme, il comporte également des perspectives à plus long terme.

Ainsi, des assemblées générales

étudiantes se tiennent, et se tiendront dans les prochains jours, et statuent sur la grève. Les grèves votées sont effectives jusqu'à la présentation du budget à l'Assemblée Nationale, vers la fin avril. Il s'agit en fait de mettre en garde dès maintenant le gouvernement contre la tentative qu'il pourrait avoir de compter sur un essoufflement de la mobilisation après le budget.

Le budget sera plutôt suivi d'un Congrès national de l'ANEQ où il sera possible de faire une évaluation de ce que le gouvernement met de l'avant en matière de «finances» et de voir s'il a répondu à nos revendications. S'il n'y a rien de satisfaisant dans le budget (c'est-à-dire maintien des coupures), le Congrès national pourra alors adopter un plan

de riposte pour la prochaine rentrée scolaire, à l'automne, de sorte que le gouvernement ait tout intérêt à régler dès cette session-ci s'il ne veut pas être confronté à des perturbations majeures en septembre.

Tout en évaluant qu'il faut agir maintenant afin que les supposées «économies» du gouvernement lui soient politiquement coûteuses et afin de ne pas lui donner l'impression qu'il a carte blanche pour sabrer dans l'éducation, les étudiantes et étudiants entament partout à travers le Québec une lutte acharnée contre les politiques libérales de coupures budgétaires. DÉFENDONS NOS DROITS! LUTTONS POUR LE DROIT À L'ÉDUCATION.

Agir maintenant!

Le jeu du gouvernement est clair. Il tente d'imposer toute une série de coupures, dans l'éducation et ailleurs, des coupures qui seront encore plus nombreuses si rien n'est fait. Parce qu'il faut bien voir que le gouvernement, à l'heure actuelle, fait des «tests», il évalue s'il existe des endroits, des secteurs où il peut couper, où il peut réduire les budgets, sans qu'il n'y ait de réactions.

La grève doit lui démontrer que ce n'est pas le cas de l'éducation, doit lui faire comprendre que dans l'éducation, il a dépassé depuis longtemps le seuil de ce qui est acceptable et qu'il va beaucoup trop loin lorsqu'il coupe

encore 85 millions \$ dans l'éducation.

La grève doit avoir comme un de ses objectifs minimums de maintenir le niveau actuel de financement, éviter que, du jour au lendemain, l'accessibilité et la qualité de l'éducation, nos conditions de vie et d'étude, en fait, ne se détériorent davantage. Les coupures ont déjà fait trop mal; et il faut le dire! : assez, c'est assez.

La grève nationale étudiante doit forcer le gouvernement à renoncer aux coupures et ce, en lui coûtant cher politiquement. C'est-à-dire qu'il doit apparaître clairement que tout un secteur,

celui de l'éducation, que les étudiantes et les étudiants s'opposent fermement et résolument aux coupures.

Les politiques gouvernementales doivent être modifiées de telle sorte que l'éducation soit maintenant véritablement une priorité; il est temps que le gouvernement fasse enfin les bons choix. Ce ne sera cependant le cas que si nous nous mobilisons massivement.

Nous devons revendiquer avec force que l'aide financière aux étudiantes et aux étudiants, les prêts et bourses, ne soit pas réduite; nous devons revendiquer avec force que le niveau de finan-

cement des CEGEP et universités ne soit pas réduit mais au contraire même, qu'il soit plutôt substantiellement augmenté de façon à avoir des conditions de vie et d'étude décentes, des conditions qui nous permettent de travailler efficacement avec les ressources humaines, matérielles et didactiques adéquates et suffisantes.

Le président du Conseil du Trésor (l'instance gouvernementale qui accorde les budgets des différents ministères), lorsqu'il a annoncé ses coupures, a été assez explicite : les coupures d'aujourd'hui ne sont que le commencement d'une série plus longue... Nos mobilisations ont donc un objectif à plus long terme aussi, soit que le gouvernement mette fin à sa politique de restrictions budgétaires et de coupures sauvages dans l'éducation et les services publics.

Le président du Conseil du Trésor, Paul Gobeil, parle de «crise financière» cependant que c'est toujours les mêmes qui paient, qui écopent des choix erronés du gouvernement, les gens à faible revenu, les gens les plus démunis.

Finalement, nous devons rappeler au gouvernement que l'éducation c'est un droit pour toute la population et que c'est donc à lui, c'est à l'État à s'assurer qu'il en soit ainsi : l'accessibilité à une éducation de qualité est essentielle, il en va de l'avenir de la société québécoise. Si le gouvernement prend un autre virage, ce ne sera pas celui de la majorité, et il faudra opposer à ses politiques, comme nous le faisons maintenant, la force du nombre, notre force.



Pour des assemblées vraiment générales



Des promesses

Des

Dans son avis au ministre de l'Éducation sur le régime des prêts et bourses en 1984, le Conseil des collèges reconnaît, en introduction, que «les pressions étudiantes ont été un élément déterminant de l'évolution du régime d'aide financière.»

Dans un document confidentiel remis au Conseil des ministres en avril 1983, l'ex-ministre de l'Éducation Camille Laurie invoque l'argument suivant pour convaincre le cabinet de ne pas donner suite aux prévisions de coupures dans les prêts et bourses élaborées par le Conseil du trésor : «Ce mécontentement, déjà présent et presque totalement provoqué par une contribution des parents jugée déjà trop élevée, risquerait de déborder en manifestation qu'il y a avantage évident à éviter.»

Six mois plus tard, un document confidentiel intitulé «sommations des compressions 1984-85» est l'objet d'une fuite au Conseil du trésor et fait la manchette. Il prévoit l'augmentation des frais de scolarité universitaire, l'imposition de frais de scolarité au niveau collégial, l'abolition des bourses pour étudiants non inscrits-es dans les secteurs classés «prioritaires» au sens du virage technologique, la conversion d'une partie de la bourse en prêt, etc...



LES FINANCES PUBLIQUES

Une mise en scène

Depuis quelques semaines, le gouvernement libéral s'est lancé dans une vaste campagne de conditionnement de l'opinion publique. Depuis la présentation de l'état des finances publiques et celle de crédits alloués aux différents ministères par le Conseil du trésor, tout est mis en oeuvre pour créer un climat de crise et transformer le déficit national en ennemi numéro un de la population québécoise.

Les autorités politiques ne jurent plus que par le trou de 1,5 milliard \$ qui vient d'être «découvert» comme par enchantement. Toute cette mise en scène autour des finances publiques vise un objectif bien particulier: préparer la population québécoise à encaisser des coupures au niveau des services publics.

Pour se prémunir des contre-coups politiques qu'entraîne l'atrophie des outils collectifs que s'est donnés la population, le gouvernement présente ce choix bien réel comme étant inévitable, comme s'imposant de lui-même, sous la pression des règles éco-

nomiques. La recette est bien connue: il suffit d'évacuer l'aspect politique de la décision et de la subordonner aux impératifs de la science comptable! Ce qui a pour effet de banaliser les conséquences de ces choix.

Or, s'il est vrai que les finances publiques sont une donnée importante de la gouvernance politique, il va sans dire qu'on ne peut tout restreindre à des colonnes de chiffres.

Ainsi, l'identification des revenus et dépenses de l'État repose sur des choix éminemment politiques, des choix de société. À cet égard, il importe de rappeler que notre société est également composée de groupes d'intérêts, minoritaires et bien discrets mais puissants et actifs, qui prônent la réduction des services sociaux et le transfert de ces argents à des fins «économiques». Et la logique politique veut que d'autres groupes d'intérêts comme le nôtre interviennent pour que le gouvernement adoptent des politiques répondant à des besoins que nous estimons être ceux de la

majorité.

Il est remarquable de noter que de budget en budget, aux niveaux provincial et fédéral, ce sont toujours les mêmes catégories de la population qui écopent et toujours les mêmes qui s'en sortent. Le gouvernement centre son analyse sur les dépenses de l'État, évaluant qu'elles sont trop élevées. Mais le problème se situe peut-être du côté des revenus? peut-être sont-ils insuffisants, le système fiscal est peut-être inadéquat?

Il faut donc être prudents-es lorsqu'on se fait dire que le gouvernement «n'a pas le choix». Il faut des choix, très consciemment. Ces choix il les fait en fonction de pressions de gens bien placés. Et il est normal que nous intervenions, nous aussi, pour faire valoir nos besoins et notre point de vue. *Nous n'avons pas le choix*, sinon nous serons perdants-es.

Il faut également relativiser l'information qui circule dans les grands médias. À ce chapitre, il est très intéressant d'analyser un

éditorial récent du journal *La Presse* signé par Marcel Adam et s'intitulant «Les forces qui empêchent le contrôle des dépenses». L'auteur estime que les médias nuisent au travail des gouvernements fédéral et provincial, qui veulent couper les dépenses, en accordant trop d'attention aux groupes qui s'y opposent.

«*Depuis un an et demi l'opposition s'est objectée à toutes les coupures envisagées par le gouvernement Mulroney et à peu près chaque fois les médias ont davantage soutenu l'action démagogique et incohérente de l'opposition qu'ils n'ont aidé le gouvernement à mieux faire ce qu'il devait faire.*»

Dans ce texte, le porte-parole de Power Corporation expose des positions très claires et estime que les médias doivent appuyer les coupures.

Cette mise en scène a pour objectif ultime de développer un sentiment de «culpabilité» chez les individus et les groupes qui revendiquent une amélioration fort légitime de leurs conditions.

es promesses!

acquis... et des menaces

Trois semaines plus tard, 25 associations étudiantes répondaient au mot d'ordre de grève de 24 heures lancé par l'ANEQ et plus de 3000 étudiants-es d'une trentaine d'institutions participaient à une manifestation à Québec.

Finalement, aucune des mesures «hypothétiques» ne furent appliquées et les acquis de la grande grève des prêts et bourses de 1978 furent sauvegardés.

Mais voilà, le gouvernement vient d'aller piger dans ces acquis et menace d'aller plus loin. En conclusion de son exposé sur les coupures totalisant 1 milliard \$, le président du Conseil du trésor déclarait le 25 mars dernier: «*L'effort de redressement des finances publiques ne fait donc que commencer...*». Il annonçait du même coup de réformes de l'aide sociale, de l'éducation et de la santé, «...de façon, dit-il, à avoir un meilleur équilibre entre la demande et l'offre de services», laissant entendre que le problème se situe plutôt du côté de la demande.

De son côté, le sous-ministre adjoint à l'Administration et à l'Aide financière, Pierre Boisvert, déclarait à *La Presse* concernant la conversion d'une partie de la bourse en prêt: «*On ne voulait pas, au départ, déminuer la liqui-*



Un régime de prêts et bourses inadéquat qui force les étudiants-es à se marier!

dité ou la disponibilité financière des étudiants». Laisse-t-il entendre par là («*au départ*») que la prochaine étape consiste à réduire réellement le montant total de l'aide financière?

Chose certaine, au ministère on indique clairement qu'une réforme plus profonde de l'aide financière est en vue. Et il faut s'inquiéter qu'elle tienne compte de différentes possibilités émises par le ministère ou le Conseil du trésor récemment et depuis quelques années:

- aide financière conditionnelle au programme d'étude;
- accroissement de la contribution des parents, donc diminution de l'aide aux étudiants-es considérés-es dépendants-es;
- fin de l'indexation des budgets

prévue pour compenser l'accroissement constant du nombre de bénéficiaires d'aide financière (10% par an), donc répartition du même gâteau entre un nombre plus grand d'étudiants-es;

- accroissement de la «contribution minimale» de l'étudiant-e (les revenus fictifs qu'on nous impute même si on n'a pas eu d'emploi d'été);
- etc...

-ajoutons à cela les menaces de frais de scolarité au collégial et d'une augmentation à l'université.

Bref, il doit être clair que la vigilance et la mobilisation sont nos meilleurs atouts; c'est ce que craignent les autorités politiques.

le québec
ÉTUDIANT



le québec ÉTUDIANT est le journal officiel de l'Association Nationale des Étudiants et Étudiantes du Québec (ANEQ). Distribué dans les institutions d'enseignement ou l'association étudiante est membre de l'ANEQ (ainsi que dans un certain nombre d'autres institutions), ce numéro de q.é. est tiré à 40 000 exemplaires.

Redaction : Claude Dionne et Jean-Pierre Paquet
Maquettes : Jean-Pierre Paquet
Photocomposition et montage : Composition Fleur de Lysée
Impression : Interlitho Inc.
Publicité : PUBLI-PEQ, (514) 526-0235
Bureau de rédaction : 1581, rue Dufresne, Montréal, H2K 3J8. Tél. : (514) 526-5448.
Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec et à la Bibliothèque Nationale du Canada.
ISSN-705-3096.
le québec ÉTUDIANT est un membre fondateur de la Presse étudiante du Québec (PEQ).

elle onale

de riposte pour la prochaine rentrée scolaire, à l'automne, de sorte que le gouvernement ait tout intérêt à régler dès cette session-ci s'il ne veut pas être confronté à des perturbations majeures en septembre.

Tout en évaluant qu'il faut agir maintenant afin que les supposées «économies» du gouvernement lui soient politiquement coûteuses et afin de ne pas lui donner l'impression qu'il a carte blanche pour sabrer dans l'éducation, les étudiantes et étudiants entament partout à travers le Québec une lutte acharnée contre les politiques libérales de coupures budgétaires. DÉFENDONS NOS DROITS! LUTTONS POUR LE DROIT À L'ÉDUCATION.

nant!

cement des CEGEP et universités ne soit pas réduit mais au contraire même, qu'il soit plutôt substantiellement augmenté de façon à avoir des conditions de vie et d'étude décentes, des conditions qui nous permettent de travailler efficacement avec les ressources humaines, matérielles et didactiques adéquates et suffisantes.

Le président du Conseil du Trésor (l'instance gouvernementale différents ministères), lorsqu'il a annoncé ses coupures, a été assez explicite : les coupures d'aujourd'hui ne sont que le commencement d'une série plus longue... Nos mobilisations ont donc un objectif à plus long terme aussi, soit que le gouvernement mette fin à sa politique de restrictions budgétaires et de coupures sauvages dans l'éducation et les services publics.

Le président du Conseil du Trésor, Paul Gobeil, parle de «crise financière» cependant que c'est toujours les mêmes qui paient, qui écotent des choix erronés du gouvernement, les gens à faible revenu, les gens les plus démunis.

Finalement, nous devons rappeler au gouvernement que l'éducation c'est un droit pour toute la population et que c'est donc à lui, c'est à l'État à s'assurer qu'il en soit ainsi : l'accessibilité à une éducation de qualité est essentielle, il en va de l'avenir de la société québécoise. Si le gouvernement prend un autre virage, ce ne sera pas celui de la majorité, et il faudra opposer à ses politiques, comme nous le faisons maintenant, la force du nombre, notre force.



Des promesses, des promesses!

Des acquis... et des r

Dans son avis au ministre de l'Éducation sur le régime des prêts et bourses en 1984, le Conseil des collèges reconnaît, en introduction, que «les pressions étudiantes ont été un élément déterminant de l'évolution du régime d'aide financière.»

Dans un document confidentiel remis au Conseil des ministres en avril 1983, l'ex-ministre de l'Éducation Camille Laurier invoque l'argument suivant pour convaincre le cabinet de ne pas donner suite aux prévisions de coupures dans les prêts et bourses élaborées par le Conseil du trésor: «Ce mécontentement, déjà présent et presque totalement provoqué par une contribution des parents jugée déjà trop élevée, risquerait de déborder en manifestation qu'il y a avantage évident à éviter.»

Six mois plus tard, un document confidentiel intitulé «sommaires des compressions 1984-85» est l'objet d'une fuite au Conseil du trésor et fait la manchette. Il prévoit l'augmentation des frais de scolarité universitaire, l'imposition de frais de scolarité au niveau collégial, l'abolition des bourses pour étudiants-es non inscrits-es dans les secteurs classés «prioritaires» au sens du virage technologique, la conversion d'une partie de la bourse en prêt, etc...

Trois semaines plus tard, 25 associations étudiantes répondent au mot d'ordre de grève de 24 heures lancé par l'ANEQ et plus de 3000 étudiants-es d'une trentaine d'institutions participent à une manifestation à Québec.

Finalement, aucune des mesures «hypothétiques» ne furent appliquées et les acquis de la grande grève des prêts et bourses de 1978 furent sauvegardés.

Mais voilà, le gouvernement vient d'aller piger dans ces acquis et menace d'aller plus loin. En conclusion de son exposé sur les coupures totalisant 1 milliard \$, le président du Conseil du trésor déclarait le 25 mars dernier:

«L'effort de redressement des finances publiques ne fait donc que commencer...». Il annonçait du même coup de réformes de l'aide sociale, de l'éducation et de la santé, «...de façon, dit-il, à avoir un meilleur équilibre entre la demande et l'offre de services», laissant entendre que le problème se situe plutôt du côté de la demande.

De son côté, le sous-ministre adjoint à l'Administration et à l'Aide financière, Pierre Boisvert, déclarait à La Presse concernant la conversion d'une partie de la bourse en prêt: «On ne voulait pas, au départ, déminuer la liqui-



Un régime de prêts et bourses inadéquat qui force les étudiants-es à se marier!

LES FINANCES

Une mise

Depuis quelques semaines, le gouvernement libéral s'est lancé dans une vaste campagne de conditionnement de l'opinion publique. Depuis la présentation de l'état des finances publiques et celle de crédits alloués aux différents ministères par le Conseil du trésor, tout est mis en oeuvre pour créer un climat de crise et transformer le déficit national en ennemi numéro un de la population québécoise.

Les autorités politiques ne jurent plus que par le trou de 1,5 milliard \$ qui vient d'être «découvert» comme par enchantement. Toute cette mise en scène autour des finances publiques vise un objectif bien particulier: préparer la population québécoise à encaisser des coupures au niveau des services publics.

Pour se prémunir des contre-coups politiques qu'entraîne l'atrophie des outils collectifs que s'est donnés la population, le gouvernement présente ce choix bien réel comme étant inévitable, comme s'imposant de lui-même, sous la pression des règles éco-

nomiques. La recette est bien connue: il suffit d'évacuer l'aspect politique de la décision et de la subordonner aux impératifs de la science comptable! Ce qui a pour effet de banaliser les conséquences de ces choix.

Or, s'il est vrai que les finances publiques sont une donnée importante de la gouverne politique, il va sans dire qu'on ne peut tout restreindre à des colonnes de chiffres.

Ainsi, l'identification des revenus et dépenses de l'État repose sur des choix éminemment politiques, des choix de société. À cet égard, il importe de rappeler que notre société est également composée de groupes d'intérêts, minoritaires et bien discrets mais puissants et actifs, qui prônent la réduction des services sociaux et le transfert de ces argents à des fins «économiques». Et la logique politique veut que d'autres groupes d'intérêts comme le nôtre interviennent pour que le gouvernement adoptent des politiques répondant à des besoins que nous estimons être ceux de la

Investir dans l'éducation

Depuis longtemps déjà, il est reconnu que de sabrer dans l'éducation est un geste qui hypothèque notre avenir collectif et n'est rentable à aucun niveau. L'erreur de sous-développer l'éducation peut prendre 20 ans avant de faire connaître ses conséquences, mais alors la situation est souvent irréparable.

Tant sur le plan social, économique que culturel, le développement d'une éducation accessible et de qualité représente un investissement sûr, qui rapporte.

Cette constatation élémentaire, le Québec l'a fait tardivement, il y a un peu plus de 20 ans, alors qu'il n'y avait même pas de ministère de l'Éducation. Incroyable, n'est-ce pas? Nous étions reconnus pour notre retard généralisé. À l'époque, le célèbre premier ministre Maurice Duplessis ne s'était pas gêné pour déclarer ouvertement «qu'un peuple peu instruit est plus

facile à manipuler».

Aujourd'hui, nos gouvernants sont plus subtiles. Ils se cachent derrière les colonnes de chiffres et se contentent de répéter «on n'a pas le choix» pour éviter d'avoir à justifier leurs choix politiques. C'est ce

qu'on appelle la «gestion responsable».

À l'époque donc, la création du ministère de l'Éducation, du réseau public de cégep et d'universités, du régime d'aide financière, etc..., découlait de larges et fortes mobilisations populaires en faveur

du droit à l'éducation.

Le problème c'est que tout ce retard n'a jamais vraiment pu être rattrapé car notre système d'éducation subit les foudres des coupures budgétaires en pleine période de son développement.

L'ANEQ pour défendre nos droits

Après plus de onze ans d'existence, l'Association nationale des étudiantes et étudiants demeure la seule association nationale à appartenir en propre aux étudiantes et aux étudiants, à défendre leurs

intérêts sans la moindre forme d'abandon aux volontés extérieures des administrations locales ou du gouvernement, et à pouvoir se revendiquer d'un fonctionnement démocratique, ouvert, semblable en cela à celui des grandes organisations syndicales.

L'ANEQ constitue à l'heure actuelle, avec près de 100 000 membres, une importante organisation de masse à oeuvrer dans le secteur de l'éducation, là où les politiques gouvernementales de coupures et de contre-réformes contredisent comme jamais auparavant les besoins de la population en général, et des étudiantes et étudiants en particulier.

À l'instar des organisations des travailleuses et travailleurs qui tirent leur force de ce qu'elles sont unies, un mouvement étudiant uni, fort et combatif est de toute évidence en mesure d'opposer à ces volontés gouvernementales, le point de vue des étudiantes et des étudiants, et de la faire triompher par l'action et la mobilisation.

Dès son origine, l'ANEQ a choisi de mener son action auprès des étudiantes et étudiants, dans les CEGEP et les universités, au moyen de campagnes d'information, de débats et de mobilisations, pour ainsi consolider les seuls moyens de défense que les étudiantes et les étudiants contrôlent en exclusivité : les associations étudiantes.

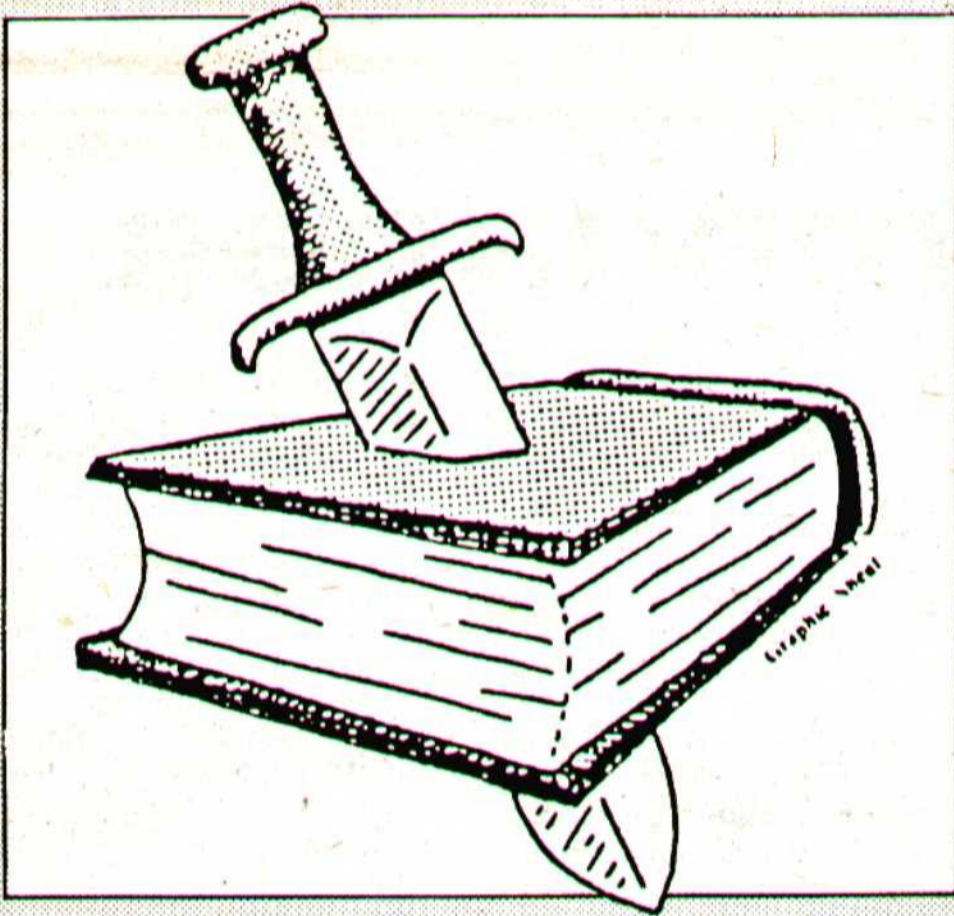
Le mouvement étudiant peut et doit constituer une force sociale majeure face à un gouvernement répressif, qui impose ses coupures, ses décrets et ses contre-réformes, à la condition qu'il soit uni, fort et combatif, et qu'à chacune de ses demandes correspondent une profonde conviction et un courant de mobilisation, seuls capables d'en imposer au gouvernement et aux administrations locales.

C'est cette préoccupation qui a motivé l'ANEQ, au fil des ans, à intervenir massivement contre le régime pourri des prêts et bourses; à dénoncer le scandale de l'endettement des étudiantes et étudiants; à revendiquer la gratuité scolaire; à lutter contre les coupures dans l'éducation, à mobiliser ses membres contre la dégradation de leurs conditions de vie et d'étude.

L'ANEQ existe depuis le 22 mars 1975. L'objectif premier de notre association nationale est de regrouper toutes les associations étudiantes afin de travailler ensemble pour défendre et promouvoir les intérêts académiques, économiques et sociaux des étudiantes et étudiants, pour le droit à une éducation de qualité et accessible.

Débattons dans nos assemblées générales de l'unité et de l'adhésion à l'ANEQ. Ensemble, faisons triompher nos revendications. Imposons au gouvernement l'unité des étudiantes et étudiants.

NOS ETUDES SONT MENACEES



GREVE NATIONALE ETUDIANTE CONTRE LES COUPURES DANS L'EDUCATION



Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec
1581, Dufresne, Montréal, (514) 526-5449.

L'art de se contredire

Le Parti Libéral du Québec de Robert Bourassa, élu au gouvernement le 2 décembre dernier, est bien loin de ses promesses électorales. En fait, le Premier ministre Bourassa et son Parti ont scandalement trompé la population.

Pendant la campagne électorale, le PLQ s'engageait à injecter quelque 28 millions \$ dans les prêts et bourses et de geler les frais de scolarité dans les universités.

Promesses faites, promesses oubliées!! Pour les prêts et bourses, loin d'avoir des argents additionnels, on assiste à des coupures très graves qui vont augmenter l'endettement étudiant.

De plus, après avoir déclaré à l'As-

semblée Nationale que les frais de scolarité seraient gelés jusqu'en 1990, le ministre de l'Éducation, Claude Ryan, a lui-même modifié plusieurs fois la teneur de ses propos ne cessant de les nuancer. Il a ainsi par la suite parlé d'un gel pour un an ou deux, ensuite un gel jusqu'à la Commission parlementaire pour le financement des universités et finalement la dernière en liste : un gel jusqu'à nouvel ordre sans toutefois empêcher les universités d'imposer les frais d'inscriptions qu'elles jugent nécessaires.

Ces politiques remettent en question l'accessibilité et la qualité de l'éducation et doivent être combattues vigoureusement.